

Aurélie Daher

Aurélie Daher, chercheuse sur le Moyen-Orient, dernier ouvrage paru, Hezbollah, Mobilisation and Power, London: Hurst&Co, New York: Oxford University Press, Mars 2016.

L'intervention de la Résistance islamique en Syrie : causes, formes et répercussions en termes de mobilisation

Deux ans après le début de la protestation populaire syrienne contre le régime de Bachar al-Assad, les troupes de la Résistance islamique, organisation militaire mère du Hezbollah libanais, font une entrée, assumée et remarquée, dans le conflit voisin aux côtés de l'armée régulière. Malgré l'objectif déclaré d'aider la dynastie des Assad à se maintenir, cette intervention répond davantage en réalité à une action préventive, pensée dans le sens d'une anticipation des retombées négatives que pourrait provoquer une éventuelle fin du pouvoir du Baath sur les intérêts propres de l'organisation libanaise en Syrie. Critiquée sur la scène interne, notamment par un 14 Mars officiellement hostile au régime syrien, cette intervention a été présentée par de nombreux auteurs comme le déclencheur d'un déclin inévitable du Hezbollah, notamment pour ses répercussions en termes de mobilisation dans son pays d'origine. Pourtant, après plus de trois ans de participation aux combats en territoire syrien, la Résistance islamique et le Hezbollah conservent non seulement toute la confiance de leur communauté, à savoir les chiïtes du Liban, mais jouissent également, dans l'aventure syrienne, d'un soutien élargi à des pans

de la société libanaise qui leur étaient jusqu'alors restés peu favorables.

Lorsque la protestation contre le régime de Bachar al-Assad débute en Syrie en mars 2011, le secrétaire général du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, ne tergiverse pas. Il reconnaît sa préférence pour le pouvoir en place, qu'il qualifie de « régime de la résistance contre Israël », et appelle les forces en présence à ne pas opter pour la violence, au profit d'une solution négociée. Cette position assumée en faveur d'Assad a un double effet : elle envenime rapidement les relations entre le Hezbollah et l'opposition syrienne, et surtout donne crédit à une importante vague de rumeurs faisant état d'une intervention sur le terrain du Hezbollah aux côtés des forces loyalistes syriennes. Ce n'est pourtant qu'au printemps 2013 que semble se vérifier un investissement réel de combattants de la Résistance islamique au Liban (RIIL) dans le conflit syrien, une assistance au régime qui, de l'avis de la majorité écrasante des observateurs, reste à l'origine de la capacité de celui-ci, au cours de ces trois dernières années, à se maintenir.

Nombreux sont les commentaires issus des milieux politiques, diplomatiques, journalistiques et autres milieux d'expertise qui décrivent en cette intervention « l'erreur de trop », le « péché d'orgueil » qui aura raison de l'envergure régionale du Hezbollah - mais aussi de sa place première sur l'échiquier national libanais. Car si le régime syrien profite de cette présence de combattants libanais sur les champs de bataille, qu'est-ce que le Hezbollah espère réaliser exactement en territoire syrien ? Comment sa direction justifie-t-elle cette présence ? Quelles sont les modalités de celle-ci et quels sont les risques associés ? Et au vu des représailles sanglantes organisées par certaines composantes de la rébellion contre les régions du Hezbollah au Liban, celui-ci ne risque-t-il pas de perdre une grande partie de sa force de mobilisation dans son propre pays ?

Pourquoi s'investir en Syrie ? L'argumentation du Hezbollah

Résistance islamique versus Hezbollah

Un point de vocabulaire s'impose. Depuis plus de trente ans, journalistes, universitaires et experts ont traditionnellement maintenu, dans le cas du Hezbollah, une ambiguïté dans les dénominations qui a parfois rendu la compréhension de la nature, de la raison d'être et des *modi operandi* de cette organisation inutilement difficile d'accès.

La seconde invasion du Liban par l'armée israélienne, en juin 1982, provoque dans un premier temps non pas l'apparition du Hezbollah, mais celle d'une organisation paramilitaire dédiée à combattre les troupes de Tel-Aviv et ses proxys en territoire libanais : *al-Muqâwama al-islâmiyya fî Lubnân*, ou la Résistance islamique au Liban (RIL)¹. Privilégiant l'action clandestine, la direction de la RIL ressent bientôt le besoin de s'adjoindre une structure civile, qui pour sa part déclarée au grand jour, se chargerait d'incarner à la fois le visage social (et plus tard politique) de la Résistance au sein des populations à mobiliser, et le levier chargé de défendre les intérêts de cette même Résistance au sein des mêmes populations. Quelques semaines après l'invasion est ainsi mis sur pied un réseau d'institutions modeste, chargé d'amortir les retombées négatives du combat contre l'occupation sur les populations civiles et déjà orienté vers une promotion de la cause de la RIL. Dans un premier temps actif sous plusieurs appellations, il ne prend son nom définitif qu'au printemps 1984 : *Hiẓb Allâh*, ou « groupe des partisans de Dieu »².

Le Hezbollah se retrouve donc dès sa création en position d'appendice civil d'une autre organisation, militaire. Il est surtout chargé de missions bien définies. Une répartition des tâches gère de manière très claire ses rapports avec la RIL. Cette dernière se charge du combat armé, des faces-à-faces sur le terrain, de la lutte sur les champs de bataille contre les forces d'occupation au Liban-Sud. Le Hezbollah quant à lui, s'occupe d'assurer sur le plan interne, social puis politique, les conditions nécessaires à la RIL pour mener à bien sa mission. Le Hezbollah est tout d'abord responsable de mobiliser au sein des milieux chiïtes libanais, au nom de la Résistance islamique, dans une perspective de recrutement. Comme il se doit de promouvoir la cause de la RIL au sein des populations libanaises en général afin de s'assurer d'un soutien populaire qui empêcherait la transformation de la scène

interne en source de menaces. Il est également chargé d'alléger voire de gommer les conséquences néfastes pour la population de la lutte contre les forces d'occupation (prise en charge des familles des combattants morts au champ d'honneur, suivi médical des blessés, reconstruction des habitations, bâtiments professionnels et institutions sociales et religieuses endommagés ou démolis dans les bombardements, indépendamment de la confession des propriétaires - le tout aux frais du parti). Enfin, il fait partie de ses tâches, depuis le début des années 1990, de défendre les intérêts de la Résistance islamique au sein des sphères du pouvoir libanais, en travaillant à des alliances chargées d'empêcher le vote d'une législation ou la prise de décisions qui restreindrait la marge de manœuvre de la RIL dans son combat contre les troupes israéliennes. En plus de trente ans d'existence, cette définition des missions respectives de la RIL et du Hezbollah, rigoureusement respectée, est restée au cœur du fonctionnement, complémentaire, entre les deux organisations.

Ainsi, lorsque, treize ans après la fin de l'occupation israélienne (1978-2000), choix est fait d'intervenir dans le conflit syrien, c'est la RIL qui traverse la frontière, non le Hezbollah. Celui-ci sera chargé, comme du temps de la mainmise de Tel-Aviv sur le sud du pays, d'atténuer les répercussions négatives de cet engagement sur la société et la scène politique libanaises, et d'assurer sa part, sociale et politique, du combat pour la défense des intérêts de la Résistance islamique.

« Nous n'avons pas le choix »

Dès le début de l'intervention de la RIL en territoire voisin, « combat contre Israël » et « combat en Syrie » ont été, dans le discours des responsables du Hezbollah, « naturellement » liés. Au départ surtout, Israël a été accusée de se tenir derrière l'agitation syrienne, de chercher à travers celle-ci à nuire à la Résistance islamique. Par une chute du régime à Damas, Israël chercherait à priver la RIL d'un allié primordial. Des déclarations de l'opposition syrienne seront d'ailleurs avancées comme illustratives de la justesse de cette lecture des événements, à commencer par certaines proclamations de Burhan Ghalioun, président du Conseil National Syrien, comme celle de décembre 2011, lorsqu'après s'être prononcé en faveur d'une paix avec Israël, celui-ci promettait : « En cas de chute du régime d'Assad, le nouveau pouvoir reverra drastiquement ses relations avec l'Iran et le Hezbollah »³.

La montée en puissance des groupes jihadistes parmi les groupes de

l'opposition, et notamment l'apparition de *Jabhat al-Nusra* (JN) puis de l'Etat islamique (EI), allaient rapidement ajouter un élément de plus au discours de justification. L'agitation en Syrie devient un complot plus large, où l'Arabie saoudite et le Qatar appuient les extrémistes pour le compte des Etats-Unis et d'Israël. Les amicalités entre Israël et JN repérées par les forces des Nations Unies stationnées dans le Golan, et confirmées par des témoignages de combattants de JN faisant état d'un soutien médical et matériel assuré par Israël à leur organisation⁴, allaient être bien sûr exploitées par le Hezbollah pour justifier ses accusations. A Baalbeck, capitale du fief du parti dans la Békaa-nord, on pouvait au printemps 2014 lire sur des banderoles : « Au Liban en 2006, à al-Qusayr en 2013, dans le Qalamun en 2014 – Israël toujours défaite ».

Corollaire de l'argument précédent, la nécessité de combattre en territoire syrien va surtout être justifiée en termes de défense des minorités contre la « barbarie des jihadistes (sunnites) ». Les territoires frontaliers du Liban avec la Syrie étant en grande partie chiites et chrétiens, surtout dans la Békaa, il a donc été aisé de rendre la menace du radicalisme jihadiste à l'encontre de ces régions crédible, d'autant plus que les attaques à la roquette contre celles-ci par des groupes jihadistes anti-Assad ont commencé bien avant l'intervention de la RIL en Syrie. Le Hezbollah se pose donc depuis trois ans en défenseur des minorités – à commencer par chrétiennes - au Liban, présentant ses interventions en Syrie, notamment dans la région frontalière, comme défensives.

Enfin, à tous ceux scandalisés par cette ingérence concrète et déclarée en faveur d'Assad, la direction du parti aura à cœur de signaler que « de toutes façons », il faudra garder en mémoire que « la Résistance islamique aura été la dernière à intervenir en Syrie ». Non seulement, réitérera-t-elle, des combattants de diverses nationalités ont été repérés quasiment depuis le début dans les rangs de l'opposition, notamment « ceux soutenus par l'Arabie et le Qatar », mais elle rappellera à souhait qu'au Liban même, l'ancien Premier ministre Saad Hariri a été « pris la main dans le sac » à l'automne 2012 apportant soutien matériel, financier et armement à l'opposition syrienne, soit plus de six mois avant l'intervention de la RIL aux côtés des troupes de Bachar al-Assad⁵.

A ces justifications essentiellement axées sur l'auto-défense et le besoin de ne pas permettre à Israël de prendre la main sur une éventuelle redistribution des pouvoirs en Syrie, s'ajoutent toutefois des impératifs moins commentés, et pourtant bien réels.

Défendre les intérêts de la RIL avant ceux d'Assad

Les rumeurs d'une intervention de la Résistance islamique en Syrie circulent dès 2011. Mais une participation avérée (et reconnue par le parti) de combattants de la RIL aux côtés des troupes de Bachar al-Assad n'a en réalité lieu qu'à la fin mai 2013⁶. Combattants de l'opposition syrienne et combattants de la Résistance islamique appuyés par les forces régulières syriennes se battent trois semaines durant à Qusayr, ville du nord-ouest syrien, limitrophe de la région libanaise (chiïte) de Baalbeck el-Hermel. Le nombre des combattants mis en présence est difficile à établir ; 3 000 à 6 000 rebelles, selon les médias, luttent contre l'armée syrienne appuyée par une RIL forte de 3 000 à 4 000 hommes selon les autorités françaises, 1 500 à 2 000 d'après le Hezbollah⁷, et quelques centaines selon d'autres sources libanaises⁸. La victoire est en définitive remportée début juin par l'armée syrienne et la RIL. L'intervention de cette dernière en particulier est reconnue par les observateurs de toutes les tendances comme étant le facteur qui vient de permettre au régime de l'emporter, l'armée syrienne étant restée auparavant empêtrée dans un combat de basse intensité avec les rebelles des semaines durant sans obtenir de résultat probant.

Le régime syrien, en reprenant la région de Qusayr et de Homs, « débloque » les grandes voies de transport et de trafic liant Damas au nord-ouest, notamment littoral, du pays. Il interdit *a contrario* la voie de la Békaa libanaise sunnite aux rebelles qui y avaient trouvé un havre de repli et un centre d'approvisionnement et d'armement. En 2015, un front du Sud est ouvert du côté de Quneitra et Deraa, encore une fois, pour libérer les voies vers la capitale. Mais, point qui apparaît assez clairement au bout de deux ans de combat, il n'a visiblement jamais été question pour la RIL de se battre pour aider le régime à rétablir son autorité sur l'ensemble du pays, comme l'atteste le fait que la Résistance islamique est moins engagée dans le nord-ouest et en rien dans l'est. L'effort porte essentiellement sur la zone frontalière avec la Békaa chiïte, donc sur l'axe Damas-Homs-Alep.

La participation de la RIL aux combats en Syrie apparaît donc répondre avant tout aux intérêts de la Résistance islamique elle-même, traduisant moins une tentative de sauver le régime syrien qu'une anticipation des éventuelles retombées contrariantes de la chute de Bachar al-Assad sur les intérêts de la RIL. Non pas que le Hezbollah tienne particulièrement à la personne d'Assad. Le régime du Baath dans

son ensemble a toujours été critiqué dans l'entre-soi de l'organisation libanaise. Nombreux sont les témoignages personnellement récoltés auprès de membres du parti après 2005 faisant part de leur satisfaction face à la fin de la tutelle syrienne sur le Liban, comme de la consternation de beaucoup de combattants opérationnels ou chargés de la logistique face à certaines pratiques de l'armée syrienne et surtout de ses services de renseignement, jugées « barbares ». Sans surprise, la direction du Hezbollah n'a en réalité pas d'objection à la fin du règne des Assad et de leur appareil sécuritaire, pourvu que le remplaçant ne remette pas en cause les intérêts du Hezbollah – et de Téhéran – en Syrie.

Dans l'attente de l'émergence d'un tel candidat, le fait est que si les groupes d'opposition en Syrie sont aujourd'hui indéniablement divisés, ils partagent une même aversion pour le tandem irano-hezbollah, qui ne peut donc espérer la préservation en l'état de la coopération fructueuse dont il bénéficie avec le régime d'Assad. Pour rappel, les modalités de l'alliance stratégique qui régit les rapports du Hezbollah avec Damas depuis le début des années 1990 consistent essentiellement à faciliter le cheminement logistique, via le territoire syrien, de l'armement de la RIL, à commencer par celui qui lui vient d'Iran. Or, selon toute vraisemblance, ces dispositions ne seront pas maintenues dans le cas de la chute du régime syrien. Une utilisation bien pensée d'une éventuelle nouvelle donne peut toutefois permettre au Hezbollah et à son mentor iranien de préserver l'essentiel de leurs atouts en Syrie. Le fait est qu'ils n'ont pas besoin d'être les bienvenus sur l'ensemble du territoire syrien ; un sanctuaire stable et protégé est suffisant pourvu qu'il dispose de certaines facilités logistiques. La géographie confessionnelle syrienne semble déjà naturellement présenter le nord-ouest - essentiellement alaouite et chrétien donc à double titre favorable aux préférences régionales du Baath - un premier territoire où le Hezbollah et Téhéran peuvent se réaménager un espace de présence et d'organisation fonctionnels. En d'autres termes, l'espace situé entre la côte et l'axe Qusayr-Homs-Alep. L'intervention armée de la RIL dans la région semble donc répondre tout autant à une réaction d'auto-défense préventive que d'une sécurisation avant l'heure d'une partie de la zone où la Résistance pourrait être obligée, à plus ou moins long terme, de restreindre ses manœuvres logistiques en territoire syrien.

Quelles répercussions en termes de mobilisation ?

Pour mémoire, la scène politique libanaise est scindée depuis 2005 entre l'Alliance dite du 14 Mars et les Forces dites du 8 Mars. La première est une coalition composée essentiellement de partis et personnalités sunnites et chrétiennes opposés au régime syrien, menée par le Courant du Futur (CDF) sunnite de la famille Hariri, et les Forces libanaises (FL) chrétiennes de Samir Geagea. De l'autre côté, le 8 Mars préfère le maintien de relations étroites avec Damas et est présidé par le Hezbollah, chiite, et le Courant patriotique libre (CPL) de Michel Aoun, essentiellement chrétien.

Il a été avancé par le 14 Mars, et parfois au sein de certains gouvernements occidentaux, que la chute d'Assad et l'avènement d'une démocratie en Syrie auraient pour conséquences au Liban une victoire du 14 Mars sur les forces du 8 Mars et une marginalisation du Hezbollah en particulier. Selon cette logique, la modification des rapports de force en Syrie doit nécessairement se retraduire par un même rééquilibrage au Liban. En réalité, cette corrélation directe établie entre les pouvoirs à Damas et à Beyrouth fait bien trop l'impasse sur les leviers dont dispose le Hezbollah au Liban, comme elle fait l'hypothèse implicite erronée que tout remplacement du régime des Assad sera nécessairement favorable au 14 Mars. Or, ce qui se passe en Syrie illustre bien qu'à l'encontre de l'adage populaire, l'ennemi de mon ennemi n'est pas nécessairement mon ami. En particulier, la part très importante occupée par les forces jihadistes au sein de l'opposition syrienne ne sert absolument pas les intérêts du 14 Mars, puisqu'en réalité, elle en affaiblit à la fois les composantes sunnite et chrétienne.

Une communauté sunnite en crise

Si la menace que font planer l'EI et JN sur le Liban est réelle, ce n'est pas tant parce que ces deux organisations sont présentes aux portes du Liban ou parce qu'il existe aujourd'hui dans ce pays une communauté de réfugiés syriens qui dépasse le million et demi, parmi lesquels se cachent un certain nombre de sympathisants voire de membres des deux formations, mais surtout parce que l'EI comme JN semblent avoir fait un nombre non négligeables d'émules au sein de la communauté sunnite libanaise elle-même, qui sont prêts à leur servir de relais sinon de forces vives.

La communauté sunnite libanaise traverse indéniablement et depuis

plusieurs années déjà une crise autant politique qu'identitaire. La plupart des analyses de cet *ibbât* ou « dépression » générale sunnite le résument en « l'absence d'un leadership fort et crédible » de la communauté, face notamment à un Hezbollah présenté comme ayant travaillé depuis 2005 à retirer aux sunnites la prééminence politique dont ils jouissaient depuis la fin de la guerre civile et l'avènement du système politique instauré par les accords de Taëf qui ont mis fin à quinze ans de guerre civile (1975-1990). La réalité de la décomposition et du débousolement de la communauté sunnite est pourtant plus complexe. De toutes les confessions libanaises, celle-ci reste celle qui, à partir de 1990, profite le plus de la redistribution des pouvoirs, l'Exécutif étant avant tout représenté par et renforcé en le Conseil des ministres, lui-même présidé par le Premier ministre - obligatoirement sunnite. Ce dernier est donc depuis la fin de la guerre le premier homme politique du pays, au détriment du président de la République, maronite quant à lui, et que la clôture du conflit civil a privé de nombreux privilèges. Les efforts développés par ailleurs par le régime syrien sous la tutelle (1990-2005) dans le sens d'un musellement de la tendance conservatrice chrétienne (à laquelle s'étaient opposées les forces sunnites pendant la guerre) et du maintien du Hezbollah hors du gouvernement alors que le parti est dès son entrée au Parlement en 1992 le premier représentant des chiïtes, ont donc permis aux sunnites de s'installer dans la position confortable de communauté politique numéro un du pays.

La victoire de la RIL sur l'armée israélienne au Liban-Sud à travers la fin de 22 ans d'occupation arrachée par les combattants chiïtes aux troupes de Tel-Aviv crée au sein de la communauté sunnite un double sentiment : une admiration certaine, la RIL venant de réussir là où tous les régimes arabes avaient immanquablement échoué depuis plus de cinquante ans – et une jalousie non avouée⁹. La position idéale dans laquelle se retrouve ainsi le Hezbollah pour incarner au mieux le front levantin de la lutte pour la cause de la Palestine déstabilise une première fois la communauté sunnite qui avait depuis des décennies fait de la lutte contre le sionisme son principal cheval de bataille. À défaut de pouvoir être aux premiers rangs du combat contre ce dernier, le sunnisme libanais, à l'instar de ce qui arrive à plusieurs groupes palestiniens installés au Liban, commence à se désengager des logiques nationales au profit de paradigmes plus communautaro-centrés. Le « décollement » de l'imaginaire sunnite libanais de l'idéal anti-confessionnel qui avait été son credo depuis les années 1950 s'opère peu à peu au profit d'un nouveau « patriotisme de communauté » étriqué, réduit au groupe

confessionnel. Si la fin de la tutelle syrienne accorde au Hezbollah jusqu'alors bridé sur la scène interne par Damas une nouvelle et appréciable marge de manœuvre, celui-ci faisant en 2005 sa première entrée au gouvernement aux côtés d'une présence au Parlement effective depuis 1992, il serait erroné de mettre sur le compte de la place de plus en plus centrale que devait occuper le parti chiite les revers accumulés par les sunnites et l'origine objective de leur rancune. Il n'en est pas moins vrai que face aux succès concomitants du Hezbollah sur la même scène interne, les grands récits de la communauté sunnite établissent un lien de causalité solide entre l'affaiblissement de la place politique de leur communauté et la montée en puissance fulgurante des chiïtes. Le repli sur la communauté y gagne en radicalité, au point que lorsque le cabinet de Saad Hariri est évincé en janvier 2011 par le recours de ses adversaires chiïtes et chrétiens au tiers de blocage, et qu'il est remplacé par le gouvernement de Najib Mikati, homme modéré et décidé à éloigner le pays des frictions communautaires que son prédécesseur avait largement laissé croître, une grande partie de la communauté voue le nouveau Premier ministre aux gémonies, l'accusant de « trahison ».

Par ailleurs, l'exil que Hariri fils s'impose à la suite de la chute de son ministère, et son absence prolongée du Liban ont pour effet psychologique d'amener sa communauté à se sentir « abandonnée », plus « vulnérable ». Elle devient plus sensible aux nouveaux discours qui, surtout à partir de 2012-2013, se développent dans le sens d'une identification de son sort avec celui de la protestation syrienne. La conviction est largement répandue que la chute de Bachar al-Assad entraînera nécessairement la fin de la prédominance du Hezbollah sur le jeu politique libanais, se débarrasser du premier signifiant automatiquement l'éviction du second. Ahmad al-Assir va incarner un temps la vitrine de ce sunnisme libanais las d'attendre une action énergique du CDF contre la partie chiïte et tenté par les options jihadistes régionales. Profitant de l'absence de Hariri, Assir aspire à devenir le nouveau leadership de la communauté, qui joindrait cette fois fierté communautaire et conservatisme religieux réactionnaire. L'option alternative qu'il représente au sunnisme de Hariri gagne des sympathisants au point d'en compter au sein du Courant du Futur lui-même, et d'en amener certains députés à entrer en contradiction ouverte avec les positions officielles prônées par leur direction.

Dans diverses régions se développe ainsi une forme de sunnisme dissident qui fait de la victimisation son fonds de commerce politique

privilegié, vilipendant l'Etat, l'armée en particulier, présentée comme un simple sous-traitant du Hezbollah, accusée d'être davantage appliquée à faire la chasse aux islamistes sunnites qu'à empêcher la RIL de se battre contre ceux-ci en Syrie. Les succès engrangés par la Résistance islamique sur le territoire syrien contrarient les sympathisants sunnites de la Révolution au Pays du cèdre, et sont vécus comme autant de soufflets assignés aux répliques libanaises des groupes jihadistes de Syrie. Suite à l'éviction d'Assir en juin 2013 et l'arrestation d'une partie de ses acolytes, la participation d'éléments libanais aux actions de déstabilisation de la sécurité interne est repérable dans les divers attentats à la voiture piégée qui secouent la banlieue sud de Beyrouth et le nord-est de la Békaa, deux des trois principaux foyers du chiïsme libanais. Si la plupart des kamikazes ne sont pas libanais, il apparaît dans les enquêtes et les arrestations que ceux-ci ont largement bénéficié du soutien actif de plusieurs agents libanais, dont plusieurs clercs. Et si l'attaque massive de l'EI et JN contre la commune de Ersal, en août 2014, rappelle les députés du CDF sympathisants de la cause islamiste à l'ordre, les forçant à se prononcer en faveur de l'institution militaire, elle provoque tout autant, aux quatre coins du monde sunnite libanais, des réactions de *coming-out* favorables à l'islam radical, déclenchant autant de réactions de panique au sein des autres composantes de la société libanaise. Se succèdent les incidents où drapeaux de l'EI, graffitis à la gloire de celui-ci et de JN sont repérables dans les lieux publics, sur les murs des tunnels et des grandes voies de passage. Détail qui choque au plus haut point une grande partie de la société : alors que JN et l'EI abattent plusieurs militaires faits prisonniers dans le cadre de la bataille de Ersal, on apprend quelques semaines après l'attaque que l'un des deux membres jihadistes ayant exécuté la première victime, un soldat sunnite du nord du pays, est lui-même libanais, et originaire de la même région. Les commentaires outrés pleuvent sur *Facebook* et dans les médias, s'inquiétant de la montée du nombre de Libanais parmi les « coupeurs de têtes » et les candidats à l'expansion de l'Etat Islamique au territoire libanais.

Le paradoxe des chrétiens du 14 Mars

De leur côté, les chrétiens du Liban de toutes orientations politiques n'ont aucune raison de se réjouir de la part importante des jihadistes au sien de l'opposition syrienne. Traumatisés par ce qui est arrivé à leurs coreligionnaires irakiens et syriens, les chrétiens libanais craignent

comme le pire des cauchemars que le même régime de répression les atteigne au Liban, et qu'ils ne soient poussés à l'exil pour échapper au pire.

Alors que Samir Geagea, leader des Forces libanaises, parie sur le Courant du Futur de la famille Hariri, mouvement sunnite modéré et allié de l'Occident, le Courant patriotique libre de Michel Aoun, de l'autre côté de la barrière politique, regarde d'un mauvais œil les liens étroits qui existent entre les Hariri et l'Arabie saoudite, et mise *a contrario* sur un Hezbollah dont les relations avec les chrétiens sont jugées exemplaires depuis plusieurs années. Par conséquent, les médias du CPL travaillent dur à promouvoir cette alliance avec le Hezbollah. Sont régulièrement mis en avant un certain nombre de points, comme le projet commun entre le Hezbollah et le patriarcat maronite en faveur d'un « Etat civil croyant » déclaré en janvier 2011 ; la réception par le Hezbollah du Pape Benoît XVI lors de sa visite à Beyrouth en septembre 2012, quand le parti envoyait à l'aéroport une délégation de ses scouts avec des costumes ornés des armes du Vatican ; la reconstruction par *Jibâd al-Binâ* (organisation de BTP du Hezbollah) des églises et lieux de culte chrétiens démolis par l'armée israélienne pendant la guerre de 2006, tout cela aux frais du parti ; le soutien du Hezbollah en 2012 à la loi électorale dite « orthodoxe », projet convoité par les chrétiens conservateurs durant des décennies ; l'invitation faite par le patriarche maronite Mgr Béchara al-Rahi au Hezbollah de préparer une délégation qui l'accompagnerait au Vatican et l'assisterait au moment de sa nomination cardinal, etc.

En d'autres termes, les chrétiens déjà favorables au Hezbollah n'ont pas de raison de changer de position. D'autant plus lorsqu'ils constatent la position inconfortable dans laquelle se retrouvent leurs coreligionnaires qui soutiennent le 14 Mars et la Révolution syrienne. Samir Geagea, qui avait commencé par faire savoir haut et fort qu'il n'avait rien contre un gouvernement mené par l'opposition islamiste à Damas et soutenait que ces mêmes islamistes ne sauraient menacer les chrétiens, faisait marche arrière dès la fin de 2012. Au même moment, les Gemayel, qui constituent le deuxième pôle chrétien du 14 Mars, ont eux dès le début choisi de ne pas s'enthousiasmer pour la Révolution et de s'aligner sur la politique officielle de distanciation choisie par le gouvernement. L'avènement de l'Etat Islamique en juillet 2014 a démultiplié les peurs, et nombreux sont les témoignages qui filtrent à travers la presse de sympathisants des Forces Libanaises eux-mêmes

qui en sont arrivés à préférer de bonnes relations avec le Hezbollah, voire une alliance officielle avec celui-ci. Le patriarche maronite Béchara al-Rahi lui-même aurait déclaré, à l'automne 2014 : « Les chrétiens savent que sans le Hezbollah, l'EI serait arrivé jusqu'à [la ville côtière chrétienne de] Jounieh »¹⁰.

Pourquoi les chiïtes du Liban ne soutiennent pas la chute d'Assad

Les chiïtes du Liban ont trois catégories de raisons de ne pas se détourner de la cause du Hezbollah et de ne pas souhaiter la chute du régime syrien. La première est relative à la bipolarité de la scène politique libanaise. Les sympathisants des deux bords ont en effet une idée très nette des retraductions régionales de leurs allégeances politiques nationales. D'un côté, le 14 Mars n'a dans son ensemble pas de problème avec l'idée de traiter avec Israël, est favorable à une action de l'Arabie saoudite dans la région et considère la France et les Etats Unis comme ses protecteurs naturels. De l'autre côté, le 8 Mars est allié à la Syrie et à l'Iran et regarde la Russie d'un œil favorable. Sans avoir nécessairement de l'admiration pour la régime syrien, et encore moins approuver ses politiques et ses pratiques, la grande majorité des chiïtes le considère comme un moindre mal et le préfère à un régime qui pourrait remettre dangereusement en cause les équilibres régionaux. C'est pour cette raison que les chiïtes du Liban avaient entre autres désapprouvé l'alliance entre le 14 Mars et l'Amérique néo-conservatrice en 2005. Sommés de choisir entre la peste et le choléra, ils avaient préféré restés sous le parapluie syro-iranien, perçu comme plus sécurisant que les projets américano-européens, considérés comme portés par des aventuriers dangereux, comme les guerres en Irak et en Afghanistan avaient pu selon eux le démontrer.

En outre, la communauté chiïte libanaise a développé au cours des vingt dernières années une relation particulière avec le Hezbollah. Les victoires militaires de la RIL sur l'occupation israélienne et les réalisations sociales et politiques du parti sur la scène interne ont généré une grande confiance en la direction de celui-ci. Ces succès ont déclenché un renouveau de l'identité communautaire chiïte, basée cette fois sur une *Shiite pride*, une fierté chiïte, promouvant l'image collective. Ce faisant, le Hezbollah a permis à la communauté de se débarrasser de complexes d'infériorité dont elle souffrait depuis des décennies sinon des siècles. Une grande gratitude en a résulté pour

le Hezbollah et la RIL, et par corollaire un grand attachement pour leur cause.

La dernière catégorie de raisons pour laquelle la majorité des chiïtes n'est pas prête à tourner le dos au Hezbollah est sa grande hostilité pour les groupes jihadistes sunnites en Syrie. Les chrétiens ne sont pas le seul groupe confessionnel qui s'inquiète de leur force et de leur place dans les rangs des opposants au régime d'Assad. Les chiïtes savent par ailleurs qu'ils sont haïs pour ce qu'ils sont avant de l'être pour ce qu'ils pensent, et estiment que l'intervention de la RIL en Syrie est un prétexte, qu'ils auraient été pris pour cibles même si la RIL n'était pas intervenue en Syrie, comme le montre selon eux le cas des Yézidis et autres minorités en Syrie et en Irak. Dans un pays comme le Liban où l'Etat manque de ressources pour assurer la sécurité de ses citoyens, le Hezbollah apparaît, aussi paradoxal que cela peut éventuellement paraître, le seul groupe capable de défendre la nation et en particulier la communauté. Ce n'est pas un hasard si dans un sondage réalisé à l'été 2015, 78.7 % des chiïtes interrogés « soutenaient l'intervention de la RIL en Syrie », et 79.9 % estimaient que les actions de la RIL en Syrie « leur permettent de se sentir davantage en sécurité »¹¹.

Conclusion

Deux ans et demi après le début de son intervention en Syrie, la Résistance islamique a remporté l'extrême majorité de ses batailles. Elle compterait aujourd'hui un total de 5 000 hommes en territoire syrien¹². Force est de constater que les pertes en combattants – entre 700 et 1 000 à la fin 2015, depuis le printemps 2013 – comme les attentats menés par les groupes radicaux de l'opposition syrienne dans les zones chiïtes libanaises ne semblent pas devoir avoir raison de son engagement dans le conflit voisin.

Loin de nuire au Hezbollah au Liban, cette intervention de la RIL en Syrie a en réalité affaibli la position des adversaires sunnites, amené le 14 Mars chrétien à questionner ses choix idéologiques, et renforcé une popularité déjà solide parmi les chiïtes. Reste à savoir comment le Hezbollah entendra à court et moyen termes reconvertir ces gains syriens en dividendes politiques encaissables sur l'échiquier national, et quels seront les nouveaux leviers qu'ils lui y assureront ainsi. ■

Notes

1. Pour plus d'informations sur la création de la RIL et du Hezbollah, et pour une histoire détaillée de ceux-ci, voir Aurélie Daher, *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, Paris, PUF, 2014, chapitres 1-3.
2. Nous préférons cette traduction à celle plus usuelle de « Parti de Dieu », *parti* renvoyant à une conception plus politique du regroupement que ne le sous-tend le terme *hizb* en arabe, surtout lorsque celui-ci est pris dans le contexte coranique comme dans le nom *Hizb Allâh*.
3. *Al-Arabiya*, 12/02/11.
4. <https://www.youtube.com/watch?v=PF5tXPO0UJY>, consultation du 27 février 2015.
5. Pour plus de détails, voir Aurélie Daher, *Le Hezbollah, op. cit.*, chapitre 10.
6. Pour un détail de ces rumeurs et leur démenti ou explication, voir Aurélie Daher, *Le Hezbollah, op. cit.*, chapitre 10.
7. Entretien avec des responsables du Hezbollah, Beyrouth, mai 2015.
8. *L'Orient-Le Jour*, 03/06/13.
9. Sur ce thème, voir Bernard Rougier, *Le Jihad au quotidien*, Paris, PUF, 2014.
10. *Al-Safir*, 07/10/2014.
11. Hayya Bina, « 15 Questions for the Lebanese Shia Community », juillet 2015, <http://www.shiawatch.com/article/623>, consultation du 9 décembre 2015.
12. Entretien avec des responsables du Hezbollah, Beyrouth, mai 2015.